



---

## Conseil de sécurité

### Réunion sous formule Arria sur le Myanmar

New York, le 29 mai 2024

#### Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

---

Merci, Monsieur le Président,

Et je tiens à remercier chaleureusement le Royaume-Uni pour l'organisation de la réunion, Madame Elmi de UNICEF pour son propos important et les enfants de leurs mots courageux. Le thème de cette séance nous paraît particulièrement à propos.

La jeunesse du Myanmar est depuis longtemps à l'avant-garde du mouvement démocratique, s'engageant pour la liberté et le changement. Depuis le coup d'État militaire, les jeunes et les jeunes femmes en particulier ont émergé en tant que leaders, trouvant des moyens innovants pour exiger la fin de la dictature militaire et établir une véritable démocratie.

Cependant, nous ne pouvons pas compter uniquement sur la résilience de cette jeunesse courageuse. Ce coup d'État a profondément perturbé leur vie et leurs espoirs d'avenir, les privant d'accès à l'éducation et à l'emploi et les exposant aux pires formes de violence et de sacrifice.

Je voudrais attirer l'attention sur trois aspects :

Nous sommes d'abord profondément alarmés par l'augmentation des violations graves commises à l'encontre des enfants, notamment le recrutement forcé, et l'utilisation d'enfants par des forces et des groupes armés. La loi sur la conscription militaire et les campagnes de recrutement menées par l'armée birmane ainsi que d'autres groupes ethniques armés n'ont fait qu'exacerber cette crise. Le recrutement d'enfants à Cox's Bazar et leur envoi au Myanmar, nous accable et doit cesser immédiatement. Nous appelons d'urgence toutes les parties à protéger et libérer tous les enfants de leurs rangs, à cesser de recruter des mineurs et à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et des droits humains. Nous appelons les forces armées du Myanmar à se réengager auprès des Nations unies pour la mise en œuvre complète du plan d'action conjoint de 2012 sur le recrutement et l'utilisation d'enfants.

Ensuite, la détérioration rapide de la situation humanitaire au Myanmar expose les enfants et les jeunes à de graves risques de violences sexuelles et basées sur le genre et de malnutrition, ce qui peut avoir des effets graves sur leur développement. La situation dans l'État de Rakhine est particulièrement préoccupante, touchant une fois de plus la communauté Rohingya, tandis que l'ensemble de la population civile de cet État souffre depuis de nombreux mois du conflit. Des rapports récents et crédibles font état de meurtres, de disparitions forcées et d'incendies criminels généralisés, y compris l'incendie d'une grande partie de la ville de Buthidaung. Nous demandons à l'armée et à tous les groupes armés de coopérer avec les Nations unies et tous les acteurs humanitaires pour renforcer la protection des enfants. Pour mettre fin à l'impunité, nous soulignons que les auteurs de toutes ces violations du droit international humanitaire et des droits humains doivent être tenus pour responsables. À cet égard, nous réitérons notre plein soutien au Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar (IIMM).

Finalement, le Myanmar est l'un des conflits les plus violents au monde, avec des implications significatives pour la paix et la sécurité tant régionales qu'internationales.

Monsieur le Président,

Il est impératif que ce Conseil de sécurité prenne des mesures urgentes. Comme l'a déclaré la semaine dernière Tom Andrews, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits humains au Myanmar :

*“Once again, the world seems to be failing a desperate people in their hour of peril while a hate-driven unnatural disaster unfolds in real time in Myanmar’s Rakhine State.”*

Il est essentiel que le Conseil continue de surveiller de près la situation au Myanmar et s'exprime clairement et d'une seule voix en faveur du droit international et de la protection des civils, y compris des enfants. Nous appelons toutes les parties à mettre pleinement en œuvre la résolution 2669 du Conseil et nous restons prêts à ce que ce Conseil prenne de nouvelles mesures urgentes pour mettre fin au conflit, protéger les enfants et les jeunes et stopper les discours attisant les tensions intercommunautaires.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mister President,

I would like to warmly thank the United Kingdom for organizing this meeting, Ms. Elmi from UNICEF for her important words, and the children for their courageous words. The theme of this session seems particularly appropriate.

Myanmar's youth have long been at the forefront of the democratic movement, striving for freedom and change. Since the military coup, young people and young women in particular have emerged as leaders, finding innovative ways to demand an end to military dictatorship and establish genuine democracy.

However, we cannot rely solely on the resilience of these courageous young people. The coup has profoundly disrupted their lives and their hopes for the future, denying them access to education and employment, and exposing them to the worst forms of violence and sacrifice.

I would like to draw attention to three aspects:

Firstly, we are deeply alarmed by the increase in grave violations committed against children, including forced recruitment, and the use of children by armed forces and groups. The military conscription law and recruitment campaigns carried out by the Burmese army and other ethnic armed groups have only exacerbated this crisis. The recruitment of children in Cox's Bazar and their deployment to Myanmar is appalling and must stop immediately. We urgently call on all parties to protect and release all children from their ranks, to end the recruitment of minors, and to respect their obligations under international humanitarian and human rights law. We call on the Myanmar armed forces to re-engage with the UN to fully implement the 2012 Joint Action Plan on the Recruitment and Use of Children.

Secondly, the rapidly deteriorating humanitarian situation in Myanmar exposes children and young people to serious risks of sexual and gender-based violence and malnutrition, which can have serious effects on their development. Of particular concern is the situation in Rakhine State, which is once again affecting the Rohingya community, while the entire civilian population of the state has been suffering from the conflict for many months. There have been recent credible reports of killings, enforced disappearances and widespread arson, including the burning of large parts of Buthidaung town. We call on the army and all armed groups to cooperate with the UN and all humanitarian actors to strengthen the protection of children. To put an end to impunity, we stress that the perpetrators of all these violations of international humanitarian and human rights law must be held accountable. In this regard, we reiterate our full support for the Independent Investigation Mechanism for Myanmar (IIMM).

Finally, Myanmar is one of the world's most violent conflicts, with significant implications for both regional and international peace and security.

Mister President,

It is imperative that this Security Council take urgent action. As Tom Andrews, the UN Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, said last week: *“Once again, the world seems*

*to be failing a desperate people in their hour of peril while a hate-driven unnatural disaster unfolds in real time in Myanmar's Rakhine State."*

It is essential that the Council continue to closely monitor the situation in Myanmar and speak clearly and with one voice in support of international law and the protection of civilians, including children. We call on all parties to fully implement the Council resolution 2669, and we remain ready for this Council to take further urgent action to end the conflict, protect children and youth, and end the discourse that fuels intercommunal tensions.

I thank you.